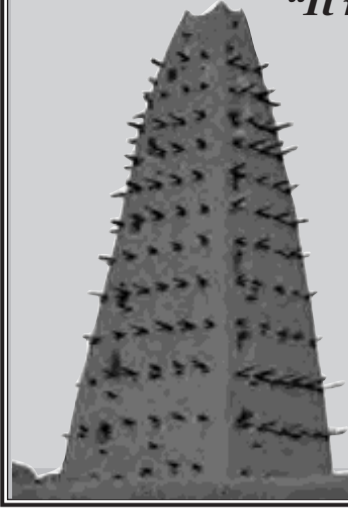


“Il ne peut y avoir de développement durable sans démocratie véritable”



Aïr-Info

Prix : 300 F CFA

BIMENSUEL RÉGIONAL D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°67 DU 15 AU 30 OCTOBRE 2007 6ÈME ANNÉE

INCARCÉRATION DE MOUSSA KAKA ET IBRAHIM MANZO DIALLO LES DAMNÉS DU RÉGIME TANDJA

Edito

AU PAYS DE L'ARBITRAIRE...

Après l'arrestation du DG du groupe SARRANOUIA Moussa Kaka, c'est au tour de notre Directeur de publication Ibrahim Manzo Diallo d'être arrêté. Et comme pour la première, les autorités de la 5^{ème} république ne se soucient guère des preuves. Plus d'une semaine après cette arrestation aucune charge n'a été versée dans le dossier. Ibrahim Manzo Diallo a été pris à l'aéroport comme un vulgaire mouton qu'on amène à la fourrière. Ses geôliers s'évertuent à « créer » des preuves de sa culpabilité mais en vain. Pour l'enfoncer et justifier son arrestation le ministre de la communication Ben Omar s'est même précipité à annoncer sur les ondes de la BBC que la maison et le bureau de Ibrahim ont été perquisitionnés et des documents compromettants découverts. Dieu du ciel! Comment une haute personnalité puisse avancer des telles allégations sans fondements? Jusqu'à cette date, il n'y a eu aucune perquisition chez Ibrahim et à son bureau. Le ministre Ben Omar n'a pas jugé utile de vérifier ses sources! Il lui suffisait pourtant d'appeler la gendarmerie d'Agadez le contraire lui sera noté. Mais que voulez-vous? On veut noyer Ibrahim coûte que coûte. En l'arrêtant l'objectif visé est de faire taire son journal. Hélas Air Info, c'est une équipe d'hommes et des femmes convaincus que rien de durable ne peut se construire sans démocratie. Avec ou sans Ibrahim, le journal continuera son bonhomme de chemin. La preuve? Voilà le 2^{ème} numéro paru malgré que notre Directeur soit au gnouf. Nous sommes au pays de l'arbitraire, nous sommes dans une démocratie qui a horreur de la liberté d'expression. Nous sommes au Niger du régime de Tandja. Tenez bon M. le Directeur en vous rappelant cet adage de chez nous : « Au bout du sable, la montagne ».

Bianou Addoua



Moussa Kaka



Ibrahim Manzo Diallo

SOMMAIRE

INSÉCURITÉ :

- GROSSE DÉFECTION DU SEIN DU MNJ

**LE MNJ DÉMENT, LES DESERTEURS
EXHIBENT LA PREUVE**

- UNE IMPORTANTE SAISIE DE DROGUE À AGADEZ

COUP DUR POUR LES TRAFIQUANTS

BRÈVES

UN VÉHICULE DU MSF ENLEVÉ À DABAGA

Le mardi 16 octobre un véhicule de l'organisation internationale Médecins Sans Frontières (MSF) a été enlevé par trois individus dont deux armés de fusils de guerre. Ils ont dépouillé les occupants du véhicule et disparu dans la nature. Mon Dieu ! pourquoi s'en prendre à l'un de rares or-

ganismes qui a accepté malgré cette insécurité de venir en aide aux populations meurtries par le climat d'insécurité qui sévit dans la partie nord du pays ? Heureusement que les responsables du MSF affirment que cet acte ne va pas les décourager dans leur mission.

ARLIT : LES ARRESTATIONS CONTINUENT

Décidément le cycle d'arrestation et interpellation ne fait que continuer depuis la mise en garde de la région d'Agadez. Le jeudi 18 octobre, plusieurs personnalités influentes d'Arlit ont été interpellées et conduites au camp militaires de Madewela. Si quelques unes ont été remises en li-

bertés, d'autres sont toujours en garde à vue. Il s'agit entre autres de sieur Bazo, du nommé OB qui sont très communes pour leur farouche combat contre la destruction de l'environnement et la promotion des droits humains. Idem pour le SG de la prefecture d'Arlit

TADRA (FRONTIÈRE NIGER-ALGÉRIE) : UNE IMPORTANTE QUANTITÉ DE DROGUE SAISIE PAR NOS MILITAIRES :

Un grand bravo à nos éléments militaires en patrouille à Tadra (frontière Niger-Algérie) . ils viennent de procéder à la saisie d'une importante quantité de drogue, de la résine de cannabis, appelée « Kif marocain » et qui serait de plusieurs centaines de millions. Selon nos sources, la patrouille militaire aurait aperçu trois (3) véhicules à l'allure

louche et les auraient pris en chasse. Après une course-poursuite de quelques heures, deux véhicules des fraudeurs s'échappèrent et laissent un (1) tombé en panne pour crévaision. La quantité saisie a été remise à la gendarmerie. Voilà un coup dur porté aux trafiquants de drogue qui font de notre pays une passoire. Courage à nos forces de défense.

IFÉROUANE : LE CALVAIRE DES POPULATIONS CONTINUE

S'il y a une partie de nos populations qui souffrent des affres de ce conflit, c'est bien sûr, les habitants d'Iférouane. Coupés des vivres et du droit de circuler librement (à cause des mines), les voilà privés du minimum pour effectuer une bonne rentrée scolaire. Les fournitures scolaires destinées à la commune se trouvent toujours à Arlit. Les enseignants exerçant à Iférouane

attendent toujours leur acheminement. Idem pour les élèves piégés par les vacances à Agadez ou à Arlit. Et le comble même le don d'urgence collecté se trouve bloqué à Timia. L'espoir de voir la situation se débloquer avec la médiation des députés Birgi Rafini et Mano Aghali auprès du MNJ s'amenuise. Concitoyens d'Iférouane, qu'Allah nous assiste. Amen !

BANDITISME ARMÉ : A QUAND LA FIN DE CES ACTES IGNOBLES ET BARBARES DANS LA RÉGION D'AGADEZ ?

Les actes de banditismes se multiplient de plus en plus surtout sur l'axe Agadez-Arlit. Des pauvres populations sont dépouillées de leurs biens ; des passagers spoliés et maltraités

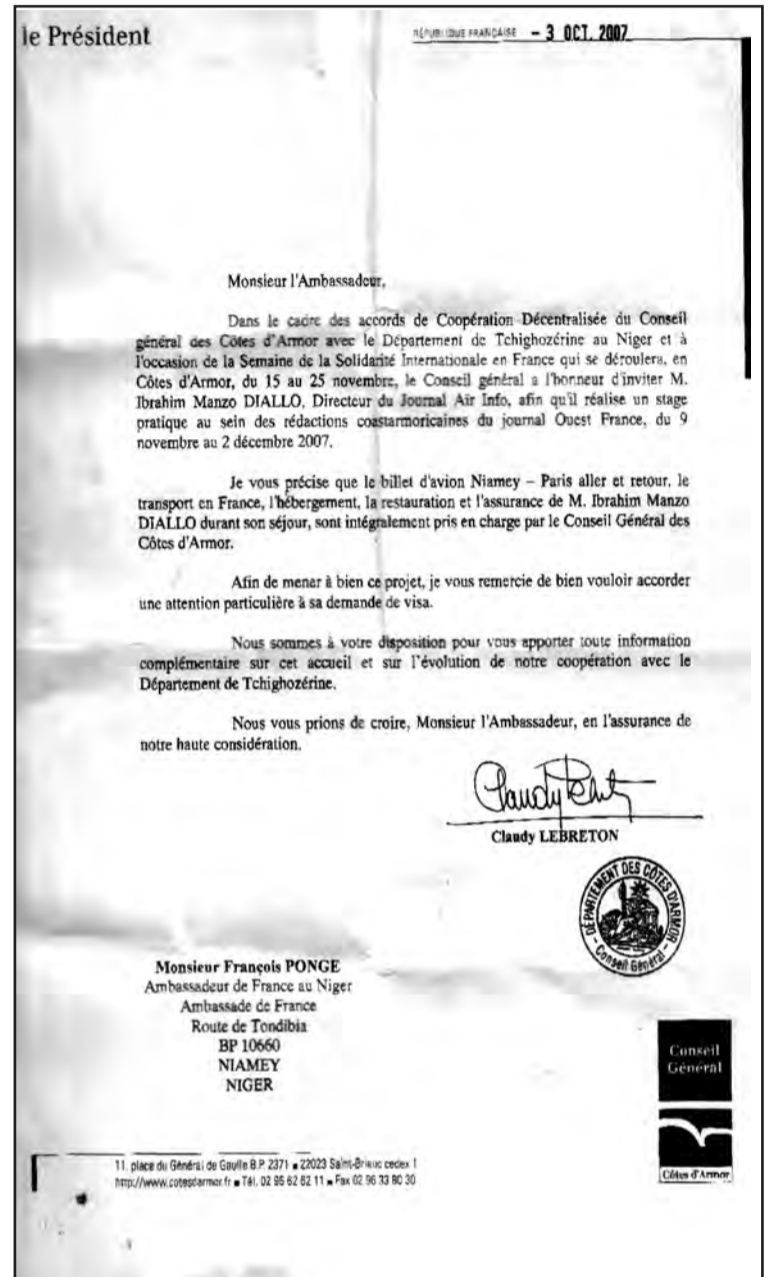
par des individus sans pitié. Ces bandits doivent être dénoncés par les populations afin que les forces de l'ordre les arrêtent. Pour vaincre ce fléau, il faut une contribution de tous

LES DAMNÉS DU

Comme si les journalistes Moussa Kaka et Ibrahim Manzo Diallo sont à la base de la création du MNJ, ils sont aujourd'hui les otages du régime. Parce que ces deux journalistes ont eu l'audace de faire leur travail, ils sont devenus aujourd'hui les damnés du régime. Oui au lieu de mater cette rébellion qui endeuille le Niger, l'Etat s'en prend aux journalistes. De faux prétexte en faux prétexte, les censeurs des libertés s'enlisent et se ridiculisent.

Commentaire.

Bianou Addoua



CE QU'ON REPROCHE À IBRAHIM MANZO DIALLO DIRECTEUR DE PUBLICATION DE AIR INFO.

- Il est l'aile intellectuelle du MNJ. Son journal écrit des articles « percutants » en faveur du MNJ. Dès qu'un véhicule militaire saute sur une mine, il y a automatiquement des écrits de « joie » à travers le journal. Ne condamne jamais le MNJ.

- Quand Ibrahim Manzo Diallo a vu que la situation perdurait et qu'il se sentait suivi partout. Il a quitté Agadez pour Zinder puis Niamey. C'est là que le MNJ l'a appelé pour lui payer un billet d'avion en classe spéciale pour Paris où il va travailler pour le MNJ.

RÉGIME TANDJA

Pour justifier la mise aux arrêts de Moussa et Ibrahim, le pouvoir de Niamey est empêtré dans des faussetés de deux sous. "Des écoutes téléphoniques accablantes pour le premier et un billet d'avion acheté par le MNJ pour le second". Est ce raisonnable? Est ce digne d'une démocratie? Non! Il faut qu'on accepte dans ce pays que les esprits ne soient plus enchaînés au pieu du régime d'exception comme dans le passé! Le militaire qui prend son arme et ses munitions pour défendre l'intégrité du territoire le fait dans la logique de sa mission! Idem pour le journaliste qui trimbale son matériel de reportage souvent sur des terrains périlleux. Tous les deux font leur boulot.

Au Niger le ridicule n'a jamais tué, comment des allégations sans fondement, sans valeur matérielle pourraient présider à l'arrestation des honnêtes citoyens? C'est vraiment le comble du ridicule, Air Info est un journal qui tire à plus de mille exemplaires dispatchés partout à travers ce vaste monde. Nous défions quiconque de nous fournir un seul exemplaire dans lequel nous faisons l'apologie du MNJ. Veut-on nous obliger à chanter les louanges des censeurs des libertés populaires? Jamais, notre journal s'est assigné une ligne éditoriale née bien avant le MNJ qui consiste à chercher l'information, la vérifier avant de la diffuser. Nous l'avons fait, nous le faisons et nous le ferons toujours. Que ceux qui ne sont pas contents de nos analyses se disent qu'ils pèsent moins lourds face à ceux que nos écrits édifient et instruisent. Pour faire ce travail d'informateurs, nous ne nous contentons pas de



Moussa Kaka

clichés gracieux offerts au bout d'une rue pavée, nous partons à la source parfois semée d'embûches. C'est un choix et rien ne peut l'entamer. Le journal Air Info est un organe régional axé sur les informations de sa région éditrice qui est Agadez. Cette dernière est depuis février 2007



Ibrahim Manzo

confrontée à un grave problème d'insécurité avec son cortège d'atteintes aux droits de l'homme et de déliquescence du tissu social. En tant que relais d'informations, l'équipe rédactionnelle de Air Info fait de son mieux pour jouer son rôle d'informer. Les informations que nous publions

PARU DANS L'ÉDITION OUEST FRANCE DU VENDREDI 12 OCTOBRE 2007

DIALLO ÉTAIT EN ROUTE POUR OUEST-FRANCE

Directeur du seul journal d'Agadez, Ibrahim Manzo Diallo a été interpellé, à Niamey, alors qu'il s'appretait à prendre un vol d'Air-France pour un stage de trois semaines en France, à l'invitation du Conseil général des Côtes-d'Armor et de l'association Ouest-Fraternité. Cette association, animée par des journalistes de Ouest France, a mené des programmes de formation à Air Info en 2005 et 2006 ; elle y a également fait livrer des ordinateurs offerts par Ouest-France. Les autorités de Niamey accusent Ibrahim Manzo

Diallo d'avoir été l'informateur du correspondant de RFI. Elles ont fermé pour trois mois Air Info, édité à Agadez (nord), pour « incitation à la violence » dans le conflit touareg en cours dans cette région. En juillet, il avait déjà été interpellé par la gendarmerie. Transféré à Agadez, le journaliste était toujours détenu, hier soir, à la gendarmerie locale. Ouest-France demande aux autorités nigériennes de rendre à notre confrère sa liberté d'informer et de se former en France.

n'ont jamais été contestées par les deux parties en conflits. S'il y a un organe qui a permis de connaître les drames qui se passent en sourdine au Nord Niger, c'est bien Air Info.

Que nos détracteurs se rappellent qu'il y a plus de deux ans que nous parlions de ce qui se tramait sur le dos du Niger (lire Air Info N° 42 et 43) il ya plus de 6ans que nous attirions l'attention des gens sur le fait que les accords de paix de 1995 ont laissé à certains un goût d'inachevé

Qu'on se rappelle notre cri de détresse après le Mouloud de Tombouctou (Air Info N° 49) et d'Agadez (Air Info N° 59). Notre fibre patriotique nous faisait dire qu'il ya péril en la demeure. En tant qu'organe indépendant nous nous autorisons même à interpeller la conscience de nos lecteurs sur la (mauvaise solution du conflit touareg). Et sur plusieurs analyses, nous allions jusqu'à décrier la complicité de certains dans le (casse-tête du nord)

Nous étions les premiers à crier à l'embrasement après

l'attaque sauvage d'Iferouane. Nous parlions déjà d'une ramification et même d'une nébuleuse dressée contre les intérêts du Niger. Nous avons même révéle avec force détails les principaux acteurs, des repris de justice pour la plupart (lire l'article : déluge de feu sur Iférouane) Quel journal a salué la libération d'Iferouane de l'étau du MNJ? (lire Air Info N° 65). Autant nous critiquons aujourd'hui les actes anti-républicains du mnj autant nous fustigeons avec véhémence les affres que subissent les populations de la région. Air Info n'a aucun penchant, il traite l'information et la porte à la connaissance de ses lecteurs.

Ceux qui critiquent Air Info dans sa démarche d'informer sont en réalité les adeptes de la pensée unique qui pensent que le peuple n'a droit à aucune information si elle n'aurait été soumise à leur appréciation. Qu'ils se détrompent, car le droit à l'information est un acquis irréversible.

Association Ouest Fraternité
ONG adhérente à Coordination Sud
Service Courrier - Ouest-France
10, rue du Breil 35051 Rennes cedex 9 (France)
02 99 32 63 32 (Bernard Boudic) - 02 99 32 58 92 (Stéphane Gallois)
Fax 02 99 32 65 72. Courriel : ouest-fraternite@ouest-france.fr
Coordinatrice : Valérie Parlan 06 63 29 47 97 valerie.parlan@voila.fr

Rennes, le 25 septembre 2007

Objet : Stage d'observation d'Ibrahim Manzo Diallo au journal Ouest-France

Cher Ibrahim,

Nous te confirmons que l'association Ouest Fraternité sera ravie de l'accueillir au sein du journal Ouest-France et de ses filiales pour un stage de découverte et d'observation du lundi 12 novembre au vendredi 30 novembre 2007.

Ce stage s'inscrit dans la continuité de nos actions auprès du journal Air Infos, à savoir deux formations journalistique et technique réalisées in situ, à Agadez, en 2005 et 2006.

Ce séjour professionnel en France sera pour toi l'occasion de découvrir le fonctionnement de nos rédactions, d'approfondir tes techniques rédactionnelles et de parfaire tes connaissances en matière de management.

Cette opération est de nouveau le fruit d'un partenariat entre l'association Ouest Fraternité et le Conseil général des Côtes d'Armor. C'est pourquoi, une grande partie de ton stage se déroulera à Saint-Brieuc et Lannion afin que les Costarmoricains puissent bénéficier de ta présence dans leur région. Région très fortement attachée au Niger de par son programme de coopération décentralisée.

Ton séjour sera financièrement assuré par le Conseil général des Côtes d'Armor, hormis deux jours de stage à Rennes qui seront à la charge de l'association Ouest Fraternité.

Valérie Parlan, coordinatrice de l'association et moi-même serons tes interlocuteurs pour l'organisation de ce séjour.

Dans l'attente de te recevoir, nous t'adressons nos salutations cordiales.

Le président d'Ouest Fraternité
Bernard Boudic

B. Boudic

ASSOCIATION OUEST FRATERNITÉ
10, rue du Breil
35051 RENNES CEDEX 9

COUP DE


GUEULE...
 Contre le réseau
 Celtel à Agadez

Ces dernières semaines, il est carrément impossible d'appeler un correspondant Celtel à Agadez! D'ailleurs ne tentez même pas! Rien ne passe! Indisponible comme un sale refrain! et si vous ne prenez garde, votre crédit sera imputé alors que vous n'avez eu au bout du fil qu'un bruit désagréable semblable à celui d'un papier qu'on froisse. Trop c'est trop! Celtel doit revoir le cas d'Agadez! Les abonnés en ont marre! D'ici peu nombre d'entre eux risquent d'aller voir ailleurs!

Issouf Hadan

APOSTROPHE CITOYENNE À

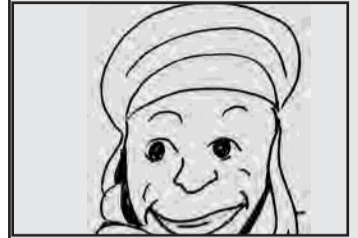
M. le président du Conseil Supérieur de la Communication (CSC)

j'ai l'honneur de vous apostropher à propos de votre décision d'interdiction à toutes les radios et télévisions du Niger de faire des débats en direct concernant l'insécurité au Nord Niger! Vous justifiez cette démarche pour éviter, disiez-vous, tout errement pouvant nuire à la cohésion nationale. Curieusement le samedi 6 octobre 2007, sur le plateau de Télé Sahel, plusieurs personnes ont échangé sur cette insécurité. Question : Est ce que cette décision d'interdiction n'est plus valable? Est ce une politique de deux poids deux mesures?

Dans l'attente d'une suite, veuillez agréer Monsieur le président mes sentiments distingués.

Abdourahamane Yacine
 citoyen à Agadez

COUP DE


COEUR...

POUR UN SOUTIEN

Depuis l'arrestation de notre Directeur, nous ne faisons qu'enregistrer des messages de soutien du Niger et même d'ailleurs. C'est touchant. Une délégation conduite par le député Chérif Ould Abidine a rendu visite à Ibahim Manzo DIALLO et jeté un coup d'œil jusqu'à sa cellule. Nous leur disons merci du fond du cœur.

La rédaction.

**DÉCLARATION DES ORGANISATIONS SOCIOPROFESSIONNELLES
 DU SECTEUR DES MÉDIAS**

Les organisations socioprofessionnelles du secteur des médias ont appris avec indignation l'arrestation du directeur de publication du bimensuel régional d'informations générales "Air Info".

M. Ibrahim Manzo Diallo a été interpellé dans la nuit du mardi 09 octobre 2007, aux environs de 23 heures 30, à l'aéroport international Diiori Hamani de Niamey. Notre confrère s'apprêtait à accomplir les formalités de départ pour Paris (France), où il devait se rendre pour effectuer un stage de perfectionnement en journalisme de trois semaines au journal "Ouest France", quand deux policiers en tenue civile lui ont demandé de les suivre au commissariat de police de l'aéroport. Par la suite, il lui a été notifié qu'il est en état d'arrestation, sur ordre du Directeur Général Adjoint de la Documentation et de la Sécurité Extérieure, au motif qu'il est correspondant, à Agadez, de Radio France Internationale (RFI), fonction qu'il n'a jamais assumée.

M. Ibrahim Manzo Diallo, escorté par trois policiers, a été conduit curieusement, dans un taxi, à la police judiciaire de Niamey, où il a passé la nuit sans subir d'interrogatoire. Le lendemain, il a été conduit à la brigade de la gendarmerie de Niamey, puis déporté vers une destination inconnue.

Pour rappel, le journal Air Info a été déjà victime d'une suspension de parution pour trois mois de la part du Conseil Supérieur de la Communication ; le domicile du Directeur de Publication et le siège de son journal ont été perquisitionnés en Août dernier.

- Considérant que les journalistes font l'objet, ces derniers jours, d'une cabale et d'un harcèlement jamais égalés;

- Considérant que la liberté de la presse est un acquis irréversible du peuple nigérien ;

- Considérant l'acharnement du Président de la République, du Gouvernement et du Conseil Supérieur de la Communication contre les médias indépendants, dans le dessein surnois de remettre en cause les libertés individuelles et collectives pourtant consacrées par la Constitution du 09 Août 1999 ;

- Considérant que les organisations socioprofessionnelles ne sauraient accepter la remise en cause de la liberté de la presse et du libre exercice du métier de journaliste ;

- Constatant que les médias d'Etat sont utilisés par certains membres du gouvernement et acteurs de la société civile pour diffuser des propos appelant à la haine ethnique, acte contraire à la déontologie et à la morale;

Les organisations socioprofessionnelles du secteur des médias :

1. Condamnent l'arrestation arbitraire et la déportation de notre confrère

Ibrahim Manzo Diallo ;

2. S'insurgent contre l'acharnement digne des régimes totalitaires des autorités en place contre les médias indépendants ;

3. Réaffirment leur soutien sans réserve à nos confrères Moussa Kaka et Ibrahim Manzo Diallo, actuellement détenus sans motif valable ;

4. Exigent la libération immédiate de Moussa Kaka et Ibrahim Manzo Diallo, injustement privés de liberté ;

5. Fustigent la pratique illégale des écoutes téléphoniques exercées sur des journalistes ;

6. Dénoncent les appels à la haine ethnique diffusés sur les ondes des médias d'Etat lors d'un débat organisé par le gouvernement ;

7. Dénoncent le silence complice du Conseil Supérieur de la Communication face aux dérives graves des médias d'Etat ;

8. Annoncent la tenue d'un meeting suivi de marche, le samedi 20 octobre 2007, pour défendre la liberté de la presse dangereusement menacée par un régime aux abois ;

9. Appellent les responsables des médias, les journalistes et travailleurs du secteur des médias, et tous les citoyens soucieux de la préservation du cadre démocratique à la mobilisation générale pour déjouer les velléités des nostalgiques d'un passé révolu.

10. Tiennent pour seul responsable le régime Tandja pour tout ce qu'il adviendra à Ibrahim Manzo Diallo et Moussa Kaka.

Ont signé : Fait à Niamey le 10 octobre 2007

Le Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme (RJDH)

L'Association Nigérienne des Editeurs de la Presse indépendante (ANEPI)

Le Syndicat des Travailleurs de l'Information et de la Communication (SYNATIC)

L'Union de la Presse Francophone-Section du Niger (UPF-Niger)

Le Réseau des Journalistes pour les Questions de Sécurité et de Paix (RJSP)

L'Union des Journalistes Privés Nigériens (UJPN)

L'Union des Journalistes Sportifs du Niger (UJSN)

Le syndicat des Travailleurs de la Presse (SYNTRAPRESSE)

Le Syndicat des Travailleurs de la Presse Privée (SYNTRAPREP)

L'Association des Radios et Télévisions Indépendantes (ARTI)

L'Association des Promoteurs des Radios Privées du Niger (APRPN)

RENTÉE SCOLAIRE A QUAND LA RENTÉE DES ECOLES NOMADES ?

Bien qu'officiellement le Niger ait fait sa rentrée scolaire le 15/10/2007 dans la région d'Agadez, elle n'est pas encore effective. Aucune classe ne peut ouvrir ses portes dans les circonstances actuelles. L'un des obstacles, c'est d'abord l'absence des élèves eux-mêmes. Il n'est un secret pour personne que de nombreuses familles ont quitté leurs villages pour grossir des villes comme Agadez ou Arlit. Un parent d'élève qui a quitté Egandawel le confie en termes clairs « personne ne peut rester là où il y a la guerre ! J'ai déplacé toute ma famille pour Agadez ! I. Mounkaïla, enseignant dans une école sise pas loin de d'Agadez veut quant à lui carrément changer d'école. « Je préfère aller beaucoup plus au Sud,

vers Aderbissinet ! Je cherche une permutation ». Au niveau des inspections, le calvaire n'est pas de réunir les fournitures mais de les acheminer ! Un magasinier qui a requis l'anonymat dit « qu'aucun transporteur ne veut prendre le risque d'aller au fond de l'Aïr ! Ils ont peur des mines » Avec tous ces problèmes, les enfants des écoles nomades vont attendre longtemps ! ces pauvres mêmes paient le tribut du conflit qui endeuille leur région et lequel risque de s'éterniser à leurs dépens ! Ensuite leur lieu de travail, les classes restent encore occupées par les forces de défense et de sécurité. A quand la rentrée de ces enfants ? Difficile de répondre à la question.

Abdoul Yacine



Aïr Info

les informations
grand Nord



Aïr Info

l'actualité du grand nord

Bimensuel d'informations générales

BP : 198 Agadez - Niger
(227) 20 440 202
Cel : 96 97 15 27

E-mail : airhorizoncom@yahoo.fr
Sites : tamtaminfo.com - agadez.org

Directeur de publication
Ibrahim Manzo Diallo

Infographie & Régie
Nord-Est Niger
96 57 17 09

TIRAGE
NIN / Agence d'Agadez

ET SI TANDJA S'INSPIRAIT DE ATT...

MALI : ACCUSÉ DE LAXISME À L'ÉGARD DES REBELLES TOUAREGS, LE CHEF DE L'ÉTAT CONTINUE DE PRIVILÉGIER LE DIALOGUE À L'OPTION MILITAIRE. MAIS POUR COMBIEN DE TEMPS ENCORE ?

ATT en première ligne A l'issue d'une médiation menée par des personnalités de Kidal (Nord-Est), Ibrahim Ag Bahanga, dissident de l'Alliance touarègue signataire d'un accord de paix, le 14 juillet 2006, entré en rébellion le 11 mai 2007, a annoncé une trêve le 18 septembre et s'est engagé à s'abstenir de tout acte hostile contre l'armée malienne. Le président Amadou Toumani Touré (ATT), réélu dès le premier tour de la présidentielle du 29 avril 2007, a une nouvelle fois privilégié la solution négociée à l'option militaire, réclamée à grands cris par une partie de l'opinion malienne. Le thé plutôt que les cartes d'état-major. Curieux pour un général à la retraite. Mais ATT n'a pas attendu d'être au pouvoir pour faire le choix de la paix.

La lutte contre le terrorisme fera l'objet d'un projet de loi.

Le président malien connaît bien l'irréductibilité touarègue. Il n'a que 14 ans lorsque éclate la première manifestation violente de la revendication identitaire. C'est au début des années 1960 et l'adolescent ATT vivait à Tombouctou. Dans la « ville des 333 saints », plongé au cœur de la rébellion, il est le témoin, impuissant, des tensions entre nomades et sédentaires, entre agriculteurs et éleveurs. Il assiste également aux dégâts collatéraux que provoque l'option militaire : stigmatisation de la communauté touarègue, arrestations arbitraires et, surtout, fracture entre une partie de la population et son armée. Un quart de siècle plus tard, il vit une nouvelle poussée de fièvre touarègue. En première ligne.

En 1990, le lieutenant-colonel ATT est le patron des unités d'élite de l'armée. A ce titre, il est affecté aux opérations de maintien de l'ordre. Il privilège

le dialogue aux batailles rangées dans le désert, encourage les missions de bons offices plutôt que les milices d'autodéfense du Ganda Koy (« les véritables propriétaires de la terre », en langue songhaï). Les rapports que rédige ATT à l'intention de sa hiérarchie préconisent une solution politique. « J'avais tout de suite perçu la menace que faisait planer cette affaire sur la souveraineté nationale et l'unité territoriale du pays », assure-t-il aujourd'hui. Cette approche ne fait pas, loin s'en faut, l'unanimité dans les casernes et mess d'officiers, où le climat général se résume en un « qu » on en finisse avec ces bergers tamasheq qui mettent en péril la République et nos frères du septentrion ». Difficile de soutenir le contraire, d'autant que le conflit fait ses premières victimes civiles.

Originaire de Mopti, une ville du Nord malien exposée aux attaques rebelles, ATT fait partie de ceux qui s'opposent au tout répressif. Même lorsque, en mars 1991, des circonstances historiques exceptionnelles le portent à la tête de l'Etat. Son objectif : faire la paix au Nord et assurer une transition politique pour remettre le pouvoir aux civils. Ils réussit les deux défis. Le processus de dialogue avec les touaregs aboutit en avril 1992, à Tamarasset (Algérie), avec la signature d'un pacte de paix. Tandis que la conduite de la transition est, aujourd'hui encore citée en exemple. Revenu aux affaires en 2002, ATT est de nouveau confronté à une rébellion. Elle intervient le 23 mai 2006 quand deux unités de l'armée sont attaquées à Kidal et Ménaka ; dans le Nord-Est. ATT, en visite à l'intérieur du pays, lance un appel au calme et rassure les populations du Nord : « Tout sera fait pour que la sécurité des biens et des personnes soit préservée. » De leur côté, les rebelles inscrivent leur action dans un cadre politique, se retirent de Kidal, investissent



Le président au centre avec à sa droite le premier ministre Ousmane Issoufi Maïga et le gouverneur de la région de Kidal, à Kidal le 24 mars 2007

le maquis de Tigherghar et attendent une initiative du chef de l'Etat. Lequel fait preuve de souplesse mais demeure intransigeant sur l'unité territoriale et la souveraineté nationale, qui ne sont pas négociables.

Les rebelles, qui revendiquent une large autonomie pour les trois régions du septentrion (Gao, Kidal et Tombouctou), doivent s'y résoudre. A l'issue d'après pourparlers à Alger, un accord est signé le 4 juillet 2006, et un processus politique engagé. Mais déjà sans cette gestion de la crise touarègue nourrit l'argumentaire de certains adversaires du chef de l'Etat sortant pour la campagne présidentielle qui est déjà lancée. Seul Tiébilé Dramé s'abstient de participer à l'hallali. L'ancien chef de la diplomatie partage la démarche d'ATT, qui, malgré une virulente campagne de presse fustigeant « le laxisme du pouvoir à l'égard de rebelles qui humilient la République », reste droit dans ses bottes. « Si, à l'époque, Kouloba (le palais présidentiel, NDLR) avait été occupé par

un Laurent Gbagbo, affirme un conseiller d'ATT, le Mali serait encore coupé en deux. »

Pour le président, le chef rebelle Ag Bahanga est irrécupérable.

Le 24 mars 2007, les bailleurs de fonds se réunissent à Kidal et s'engagent à financer des opérations de développement à hauteur de quelque 500 milliards de F CFA (760 millions d'euros), soit 85% du budget de l'Etat malien sur dix ans. Le lendemain, ATT est accueilli en héros à Kidal, où il obtient, un mois plus tard, près de 70% des suffrages lors de la présidentielle.

Une dizaine de jours après le scrutin, Ibrahim Ag Bahanga, à la tête d'une cinquantaine d'hommes armés, reprend le chemin du maquis. Un véritable coup de poignard dans le dos, qui ne dissuade cependant pas ATT de privilégier le dialogue et la solution politique. Mais lorsque Ag Bahanga s'attaque, le 26 août, à une unité d'experts de la lutte antiacridienne dans la région de Tin Zawaten (frontalière avec l'Algérie), prend en otages des sol-

dat et, plus grave, mine les axes et pistes utilisées par les véhicules civils et militaires, ATT est furieux. « Jamais je n'ai vu le président dans une telle colère », témoigne un de ses proches. Cela ne l'empêche pas pour autant de dépêcher auprès d'Ag Bahanga une première fois Iyad Ag Ghali, 30 août, puis une délégation de notables de Kidal, le 18 septembre. Mais son opinion sur le chef rebelle, rejoint à la fin août par le lieutenant-colonel Hassan Fagaga, qui venait de désertier, est définitivement arrêté : irrécupérable, dangereux, imprévisible. Voilà peut-être le signe qu'ATT n'est plus disposé à tergiverser.

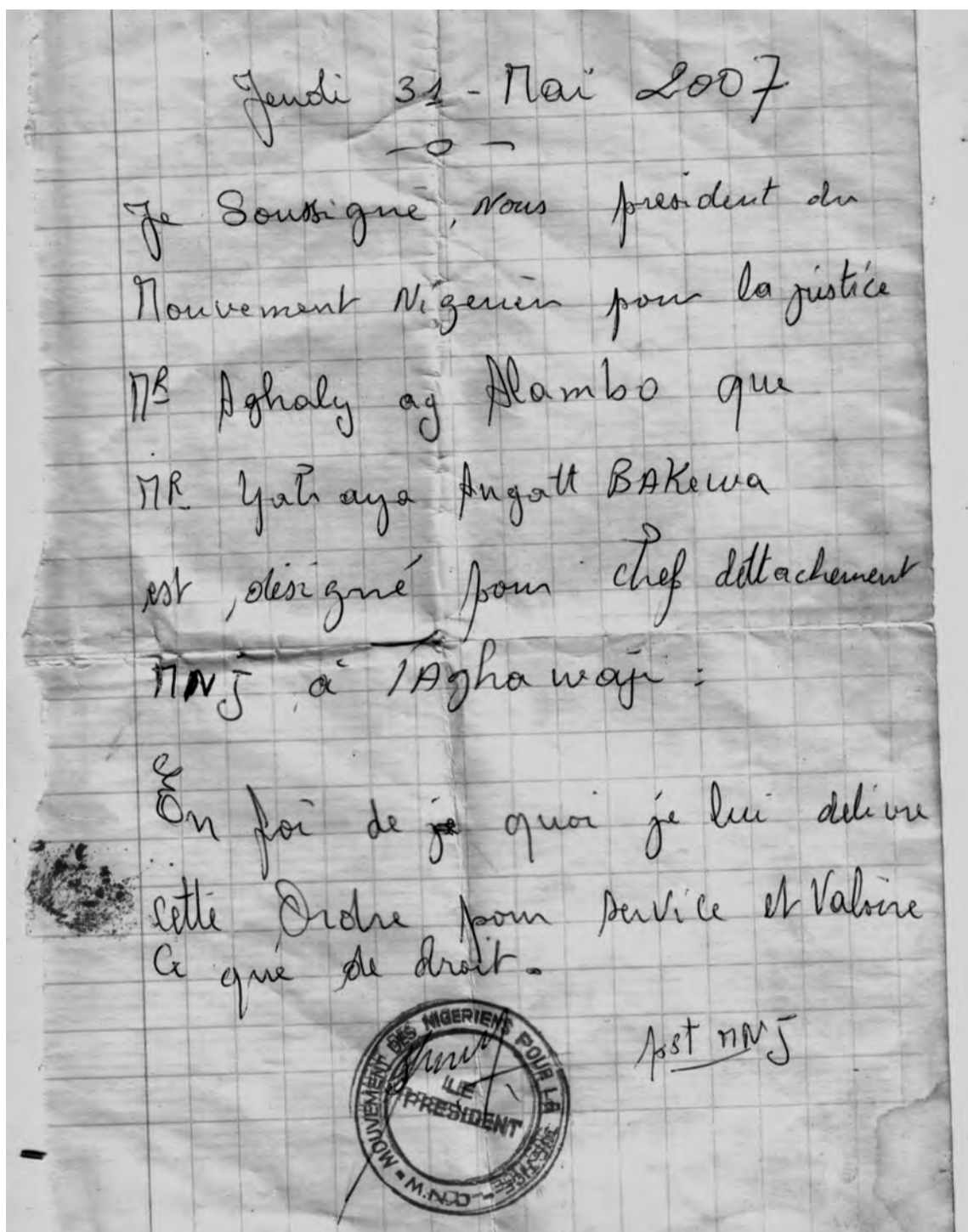
Aussi, le 5 septembre, le Conseil des ministres a-t-il adopté un texte surprenant qui porte répression terrorisme en République du Mali. Ce projet donne une définition des actes de terrorisme qui ressemble à s'y méprendre aux dernières activités d'Ibrahim Ag Bahanga, devenu le Ben Laden de l'Adrar des Ifogha.

Cherif Ouazani
(Source Jeune Afrique)

DES TOUAREGS DU MNJ DÉPOSENT LES ARMES DÉFECTION AU SEIN DU MNJ

Mardi 16 octobre, les autorités régionales d'Agadez sont parties à la rencontre de 30 combattants du MNJ qui ont accepté de déposer les armes. Selon leur chef Mr Ihiya Angat ex-sous officier des FNIS qui avait déserté pour regagner le MNJ, ils ont entendu le peuple nigérien et conscients aujourd'hui que nul ne peut se régler avec les armes dans un pays démocratique. Il a appelé aussi les autres frères qui sont restés au front de faire comme eux et contribuer au développement du pays. Cet acte de bravoure comme l'a dit le gouverneur d'Agadez est l'œuvre de Mr Abta Ahmedi, leader des jeunes Arabes du MJAN qui avait dé-

posé le 16 juin 2007 dans son facilitateur. Dans une réunion au gouvernorat d'Agadez le mercredi 17 octobre, le chef d'état major adjoint Garba Maïkido a remercié ces combattants au nom de l'Etat et dit devant l'assistance que l'armée prendra en charge la sécurité de ces jeunes, le reste revient au pouvoir politique d'en décider. Il a aussi rappelé aux chefs coutumiers présents et les maires, le rôle de l'armée. «l'armée n'est pas l'ennemie des pauvres populations, son rôle est de sécuriser les populations et les défendre de la pâture» a-t-il affirmé. Espérons que cet acte des jeunes combattants touaregs contribuera au retour de la paix dans notre pays.



SOIXANTE SIX (66) ENSEIGNANTS À L'ÉCOLE DE L'ENVIRONNEMENT

Le samedi 20 octobre 2007, le projet COGERAT d'Agadez a démarré une formation de deux (2) jours à l'endroit des enseignants de la région d'Agadez. Cette formation qui entre dans la droite ligne des objectifs assignés au projet COGERAT permettra de sensibiliser les enseignants sur la sauvegarde de l'environnement ; sur la lutte contre la désertification surtout dans des zones sensibles comme la réserve de l'Aïr.

COMMUNIQUÉ DE LA RÉDACTION :

La rédaction du journal remercie tous ceux qui de près ou de loin apportent leur soutien à Ibrahim Manzo Diallo. Arrêté arbitrairement par le pouvoir libertide de la 5^{ème} République.

20^{ème} anniversaire de la mort de Thomas Sankara

Des hommages en ordre dispersé

(Syfia Burkina) Ce lundi 15 octobre, Ouagadougou ne devrait pas manquer d'animation. Les partisans de l'actuel président, Blaise Compaoré, célèbreront "20 ans de renaissance démocratique". Les nostalgiques de son prédécesseur, Thomas Sankara, se retrouveront eux pour demander que toute la lumière soit faite sur l'assassinat de leur héros et réfléchir aux suites à donner à ses idéaux.

Tiergou P. Dabiré

A chacun son héros. Au Burkina Faso, les partisans de l'actuel chef de l'État, Blaise Compaoré, célèbrent à grand tapage (publicités dans les médias; affiches et panneaux géants dans les rues de la capitale Ouagadougou) l'arrivée au pouvoir de leur champion sous le slogan "20 ans de renaissance démocratique". Au même moment, ceux qui se présentent comme les héritiers politiques du précédent président (1983-1987), Thomas Sankara, évoquent les bâtons qu'on leur met dans les roues : refus de l'administration de leur louer des salles, boycott partiel de certains médias d'État. Eux veulent que toute la lumière soit faite sur l'assassinat, le 15 octobre 1987, lors d'un coup d'État, de leur héros et brandissent une décision de mars 2006 du Comité des droits de l'homme des Nations unies*, qui enjoint les autorités burkinabé d'enquêter sur les circonstances exactes de sa mort. Ce lundi 15 octobre, au défilé organisé par "ceux d'en face", les sankaristes répondront par une réunion comprenant différents ateliers

de réflexion et rassemblant des personnalités qui ont côtoyé le président défunt. Une caravane ("Tom Sank 2007"), partie du Mexique en septembre, et qui a fait étape en Europe et Afrique sera par ailleurs au pays. Le jour anniversaire de la disparition de Thomas Sankara, ses partisans déposeront une gerbe de fleurs sur sa tombe, en présence de sa veuve et de ses deux fils qui vivent en exil dans le sud de la France (voir encadré).

Le climat politique est tendu et certains redoutent des incidents entre partisans des deux camps. Des observateurs pensent, eux, que le pouvoir n'a pas intérêt à ce que la situation dégénère à l'heure où beaucoup auront les yeux tournés vers le Burkina.

Le sankarisme à définir

Face aux "blaisistes", les "sankaristes", qui ont annoncé leur unité pour janvier 2008, semblent encore trop divisés pour être une opposition crédible. Ils avaient trois candidats aux élections présidentielles de 2005, et, lors des législatives de mai dernier, une dizaine de partis se réclamant de ce courant se sont présentés, la plupart se contentant d'utiliser l'image de Thomas Sankara sans avancer le moindre programme...

"Le 20^e anniversaire offre l'opportunité de donner un contenu au sankarisme. C'est un concept, pas de la gesticulation. Thomas Sankara a créé le Burkina Faso, le 'pays des hommes intègres'. Les Burkinabé étaient fiers de dire qu'ils venaient d'un pays riche de par ses hommes", explique maître

Photo DR

Thomas Sankara, l'homme meurt et de ses cendres naît le mythe!

Bénéwindé Sankara, président de l'Union nationale pour la Renaissance/Mouvement sankariste. Selon lui, le peuple n'aurait pas oublié cette Révolution. "L'actuel président faisait d'ailleurs partie des quatre coordonnateurs du Faso", ajoute-t-il comme pour démontrer que cette période n'est pas entièrement révolue.

Quant à l'héritage de l'ancien chef d'État, le père Jacques Lacour, prêtre catholique et militant altermondialiste, est nettement plus pessimiste. Dans un article au titre révélateur ("Sankara plus connu et apprécié à l'extérieur qu'à l'intérieur") publié par le journal indépendant burkinabé Le Pays le 25 septembre dernier, il explique : "Depuis 20 ans, tout est fait pour éliminer toute trace de la révolution et de son fon-

dateur, qui ont fait si peur aux puissances néocoloniales et aux ordres établis. Depuis 20 ans, tout est fait pour restaurer un ordre injuste que Thomas Sankara a voulu combattre : trop d'asservissement, de pauvreté, de corruption, de passivité, de dépendance..."

Confusion des genres

Dans ces querelles de personnes et d'idées, bon nombre de gens ont du mal à s'y retrouver. Au moment des campagnes électorales, certains jeunes, sans doute intrigués par une figure historique dont ils ont entendu parler, assistent aux rassemblements électoraux des partis sankaristes. Ils semblent apprécier le courage et la fougue de celui qui a mis en route bon nombre de transformations sociales. D'autres sont plus attachés à la personnalité de

Sankara : "Je l'aime pour son franc-parler. Quand quelque chose n'allait pas, il avait l'habitude de le dire", affirme le Webmaster d'un cyber café de Ouagadougou. "Il était honnête jusque dans sa manière de vivre. Il vivait comme les Burkinabé", apprécie-t-il enjoué. "Il était beau et il parlait bien", commentent aussi ces deux jeunes filles d'une vingtaine d'années, rencontrées dans une réunion politique. Révélateur d'une certaine confusion des genres, une des deux seules associations qui se réclament ouvertement de l'idéal sankariste, l'Association Thomas Sankara, soutient la politique du président Blaise Compaoré... Les chemins empruntés par le sankarisme sont décidément insondables.

MARCHE POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE AU NIGER

DISCOURS PRONONCÉ AU NOM DES ORGANISATIONS SOCIOPROFESSIONNELLES DES MÉDIAS AU MEETING DU 20 OCTOBRE 2007

Mesdames et Messieurs les responsables des organisations socioprofessionnelles des médias

Mesdames et Messieurs les responsables des organisations de la société civile
Chers consoeurs, confrères et travailleurs des médias
Citoyennes, Citoyens

Comme l'a redouté Jean Cocteau il y a plusieurs années de cela, « un jour viendra où les journalistes prendront la parole pour eux-mêmes. » Ce jour tant redouté est enfin arrivé au Niger. Ce Samedi 20 octobre 2007 sera sans doute gravé en lettres d'or dans les annales de l'histoire démocratique du Niger. En effet, en quinze ans d'exercice des libertés individuelles et collectives, c'est la première fois que les journalistes ont décidé de battre le pavé pour défendre la liberté de la presse gravement menacée au Niger. Conscientes de la gravité de la situation, les organisations socioprofessionnelles des médias ont décidé d'assumer devant l'Histoire leurs responsabilités. Toutes leurs responsabilités.

Permettez-moi de citer ces organisations, pour que l'Histoire retienne celles qui ont décidé de s'assumer et celles qui ont choisi de se débiter. Il s'agit de :

- Association nigérienne des Éditeurs de la Presse indépendante (ANEPI)
- Association des Promoteurs des Radios Privées du Niger (APRPN)
- Association des Radios et Télévisions Indépendantes (ARTI)
- Coordination Nationale des Radios Communautaires (CN-RACOM)
- Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme (RJDH)
- Réseau des Journalistes pour les questions de Sécurité et de Paix (RJSP)
- Syndicat des Travailleurs de la Presse Privée (SYNTRAPREP)
- Syndicat des Travailleurs de la Presse (SYNTRAPRESSE)
- Syndicat National des Travailleurs de l'Information et de la Communication (SYNATIC)
- Union des Journalistes Privés Nigériens (UJPN)
- Union des Journalistes Sportifs du Niger (UJSN)
- Union de la Presse Francophone (UPF – Section Niger)

Comme vous l'avez sans doute constaté, à une exception près, toutes ces organisations relèvent du secteur des médias indépendants. A cette occasion, nous nous exhortons à la persévérance et surtout à la cohésion.

Ce meeting est également une opportunité pour lancer un appel confraternel aux autres organisations socioprofessionnelles du secteur public de regagner pour ainsi dire leur camp naturel, pour défendre ensemble la liberté de la presse. Leur vraie place est à côté de nous et nulle part ailleurs. Car contrairement à ce que certains veulent leur faire croire, travailler dans un média public ne veut pas dire être l'écho frileux et tremblant de son maître. A l'évidence, il n'y a pas deux libertés de la presse : une à part pour les journalistes du public et une autre pour ceux du privé. Non ! Il n'y a qu'une seule liberté de la presse ; et nous avons tous le devoir de la défendre. Nous avons le devoir de la défendre d'autant plus qu'elle est actuellement menacée.

Mesdames et Messieurs, Chers consoeurs et confrères

La liberté de la presse est dangereusement menacée au Niger par les arrestations des journalistes. Au moment où je parle, deux journalistes croupissent dans les geôles de la République du Niger : Il s'agit de Moussa Kaka, correspondant de Radio France International (RFI) et de Reporters Sans Frontières (RSF) ; et de Ibrahim Manzo Diallo, Directeur de Publication de AIR INFO. Le premier a passé aujourd'hui son 30ème jour en prison et le second son 11ème jour. Si Moussa Kaka est inculpé pour « complicité d'atteinte contre l'autorité de l'État », Ibrahim Manzo Diallo attend depuis plus de dix jours de connaître ce qui lui est reproché. Sans interférer dans le cours des procédures judiciaires, nous relevons seulement que nos confrères ont été jetés en pâture à l'opinion nationale et internationale par les tenants du pouvoir et leurs nouveaux suppositoires, violant ainsi leurs droits à la présomption d'innocence reconnue à chaque personne par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 et réaffirmée par la Constitution nigérienne du 09 août 1999.

Mesdames et Messieurs, Chers consoeurs et confrères

La liberté de la presse est dangereusement menacée au Niger par la pratique illé-

gale des écoutes téléphoniques exercée sur les journalistes ; laquelle pratique a été officiellement confirmée par le Ministre de la communication porte parole du Gouvernement. Nous rappelons à toute fin utile, qu'en démocratie, les écoutes téléphoniques sont encadrées par la loi. Elles ne se font pas selon l'humeur et la volonté de X ou de Y. En dehors des cas et procédures prévus par la loi, elles constituent une violation de l'article 22 de la Constitution. Aujourd'hui, du fait de ces écoutes téléphoniques, nous sommes tous en danger.

Mesdames et Messieurs, Chers consoeurs et confrères

La liberté de la presse est dangereusement menacée au Niger par les restrictions imposées par le Conseil Supérieur de la Communication (CSC) aux journalistes dans l'exercice de leur profession. En effet, depuis l'éclatement du conflit dans le Nord du Niger, le CSC n'a cessé de harceler les médias indépendants. Il a distribué à tour de bras des mises en demeure et des avertissements ; il a suspendu pour un mois la diffusion sur FM de Radio France International ; il a interdit de paraître pour trois mois le bimensuel AIR INFO ; il a interdit aux médias privés d'organiser des débats en direct sur la situation au Nord ; et tout dernièrement il a menacé de retirer les fréquences aux stations de radios et télévisions privées qui diffuseraient des propos critiques à son endroit. Pendant ce temps, le Conseil Supérieur de la Communication ferme les yeux sur les dérapages dangereux des médias d'État, qui ont récemment organisé un débat radiotélévisé au cours duquel un appel au génocide a été lancé. Vous conviendrez avec nous que trop c'est trop !!! Justement parce que trop c'est trop, nous avons décidé aujourd'hui de prendre la parole pour nous-même pour défendre la liberté de la presse et ses corollaires à savoir la liberté d'expression, la liberté d'opinion et le droit du public à l'information. En un mot pour défendre la démocratie. Car il n'y a point de démocratie sans liberté de la presse. Comme l'a si bien dit le Pr Joseph Ki-Zerbo, historien burkinabé : « La liberté d'expression, surtout par la presse, est non seulement une liberté mais on pourrait dire c'est la liberté... La liberté c'est comme la santé, c'est le bien des biens qui permet de profiter de tous les autres biens ».

Mesdames et Messieurs, Chers consoeurs et confrères

Ce meeting nous donne l'occasion de réaffirmer les positions exprimées dans notre déclaration en date du 10 octobre 2007.

Les organisations socioprofessionnelles du secteur des médias :

1. Condamnent l'arrestation et la déportation de notre confrère Ibrahim Manzo Diallo ;
2. S'insurgent contre l'acharnement digne des régimes totalitaires des autorités en place contre les médias indépendants ;
3. Réaffirment leur soutien à nos confrères Moussa Kaka et Ibrahim Manzo Diallo, actuellement détenus ;
4. Exigent la libération de Moussa Kaka et Ibrahim Manzo Diallo ;
5. Fustigent la pratique illégale des écoutes téléphoniques exercées sur des journalistes ;
6. Dénoncent les appels à la haine ethnique diffusés sur les ondes des médias d'État lors d'un débat organisé par le gouvernement ;
7. Dénoncent le silence complice du Conseil Supérieur de la Communication face aux dérives graves des médias d'État ;

Je ne terminerai mes propos sans remercier l'ensemble des confrères et consoeurs qui se sont mobilisés depuis le début de notre mouvement. Je les exhorte à rester mobilisés, déterminés, convaincus et solidaires. La lutte ne fait que commencer. Je remercie également les organisations de la société civile qui ont apporté leur soutien indéfectible à notre cause. Et toutes les organisations des journalistes qui se sont mobilisées en Afrique, en Europe, en Amérique et partout dans le monde pour soutenir nos confrères emprisonnés. Enfin, je remercie les citoyens et citoyennes qui nous ont témoigné d'une manière ou d'une autre leur attachement à la liberté de la presse en effectuant le déplacement de la place de la concertation. Vive la démocratie !!!

Vive la liberté de la presse !!!

Tous unis nous vaincrons !!!

La lutte continue !!!

UN PRODIGE NOMMÉ TAMBO

“ MA PEINTURE A UNE ÂME, CELLE DU DÉSERT...” DIXIT AL TAMBO



Almustapha Tambo

Calme et de nature affable, Almustapha Tambo est un peintre qui fait parler de lui à Agadez. Ses tableaux expressifs traduisent toute la candeur du désert, son désert natal! En effet pour reconstituer le décor magique de son enfance dans les oueds de l'Aïr ou ses escapades dans les plaines de la savane, Tambo n'a trouvé mieux que de peindre! “ Le modernisme peut tout nous dérober sauf nos rêves et nos fantasmes”. Almustapha Tambo a décidé de donner vie aux siens à travers la magie du pinceau.

Interview

Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Je suis Almustapha TAMBO ? je suis instituteur et je fais aussi de la peinture en dehors des heures de cours.

Dites nous comment avez vous appris à peindre ?

Cela remonte à mon jeune âge, où je me m'amusais tout le temps à faire des dessins, des caricatures. Par la suite, j'y ai consacré plus de temps. La lecture des bandes dessinées et quelques ouvrages sur la peinture aidant, je me suis auto-formé en laissant libre cours à mon inspiration. Je n'ai jamais fréquenté une école des beaux arts. Cependant, j'essaie à chaque fois de m'améliorer, et c'est parti comme ça.

Vos tableaux font ressortir surtout la vie dans le désert. Pourquoi ?

C'est parce que c'est ma vie au quotidien. Etant

moi même Touareg, mes représentations s'inspirent des couleurs du désert et sont surtout figuratives, mais abstraites également. Je peins le désert et ses habitants, c'est à dire le monde dans lequel je vis, mon environnement immédiat. C'est un monde de liberté. J'exprime tout cela à travers des chameaux dans un monde sans horizon, un monde de liberté. C'est cela la base de ma peinture. Mais bien sûr que je fais aussi des portraits, je peins souvent les rues d'Agadez avec ses couleurs et ses odeurs.

Vous parlez beaucoup de liberté !

Je pense que cela fait ressortir un peu quelques facettes de ma personnalité. Je n'aime pas la contrainte de la vie citadine faite d'horaires à respecter, coincé entre quatre murs. Ce que j'aime c'est la liberté.

Un enseignant est le plus souvent entre quatre murs, non ?



Oui, justement ma peinture me permet de m'évader de ce monde clos fait de murs et de limites au profit d'un monde où il n'y pas de contraintes de temps, ni d'espace.

En 2004, je me suis retrouvé un peu par hasard en France dans une ville où chaque année, la mairie organise une foire sur un thème, un pays ou un peuple précis. J'y suis allé cette année là avec d'autres compatriotes venant d'autres villes du pays sur le thème relatif à la vie des nomades. Ma technique n'était pas tellement à point à ce moment là il est vrai, mais j'ai vendu tous mes tableaux. Je m'étais rendu compte que ce que je fais peut plaire vraiment aux gens. Au retour, j'ai repris la craie, tout en faisant de la peinture. J'arrive aussi à écouler quelques tableaux ici à Agadez surtout pendant la saison touristique pour quelques centaines d'Euros. Je ne vis pas exclusivement de mon art, mais je ne m'en sépare pas non plus.

Combien d'expositions avez vous à votre actif ?

Hormis celle que j'ai faite en France, je n'ai jamais exposé ici au Niger, pas même à Agadez. Je pense que les conditions matérielles ne se sont pas encore réunies.

Quels sont alors vos projets ?

l'un des projets qui me tient à cœur, c'est justement me faire connaître par la voie de l'exposition. Je voudrais aussi travailler avec d'autres artistes peintres. Il y a de vrais talents qui à force de découragements finissent par abandonner. C'est un sentiment qui nous animent tous quelques fois où on a envie de tout abandonner. Mais je pense que c'est là une erreur à éviter. En se mettant ensemble, nous serons capables de beaucoup de choses. Nous pouvons faire des tableaux, des bandes dessinées et pouvoir donc vivre de notre art, pourquoi pas.

